

Réponse de Nathalie Arthaud au courrier de Solidarité Kurdistan du 16 mars 2012

En réponse à votre lettre, je me prononce, comme l'a toujours fait mon parti Lutte Ouvrière, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela concerne particulièrement le peuple kurde, victime depuis plus d'un siècle des manœuvres des grandes puissances, mais aussi des puissances régionales, qui malgré leurs déclarations de principe lui ont toujours nié ce droit dans les faits. Non seulement la population kurde se trouve morcelée entre cinq Etats à la suite d'un tracé des frontières en grande partie arbitraire, mais ces différents Etats lui nient bien souvent les droits les plus élémentaires. C'est le cas en particulier du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan en Turquie. Malgré un certain nombre de déclarations, celui-ci se place dans la continuité de la politique répressive opposée par l'Etat turc, depuis sa fondation, aux aspirations légitimes de la population kurde.

J'affirme donc ma solidarité avec la lutte de la population kurde de Turquie pour la reconnaissance de ses droits, et plus particulièrement ma solidarité avec les militants, les élus et les différentes personnalités actuellement arrêtés et détenus arbitrairement dans le pays sous des accusations fallacieuses, qui devraient être immédiatement libérés.

Si j'étais élue, j'agis pour que s'instaure en France un véritable pouvoir des travailleurs. Celui-ci dénoncerait immédiatement les accords de coopération sécuritaire signés avec la Turquie ainsi que toutes les atteintes aux droits de l'homme et aux libertés individuelles et collectives, telles que la liberté d'expression et d'information ou les droits de la défense, que l'on constate aujourd'hui dans ce pays.

Un pouvoir des travailleurs en France, en procédant à la socialisation des moyens de production et d'échange, romprait du même coup avec une politique aujourd'hui dictée par les intérêts des grands trusts. Au Moyen – Orient, il romprait avec la politique impérialiste des gouvernements français qui, pour défendre les intérêts de leurs capitalistes, collaborent à la situation de division et de guerre permanente que connaît cette région et contribuent à dresser ses peuples les uns contre les autres, y compris dans certains cas par une intervention militaire directe.

Nous agirions pour la prise de pouvoir des travailleurs de tous les pays, en particulier dans cette région et y compris bien sûr en Turquie et au Kurdistan. Car je suis convaincue que seule une fédération socialiste des peuples du Moyen – Orient pourra, en même temps qu'elle mettra fin à l'exploitation, aboutir à une véritable coopération entre les peuples sur la base d'un respect mutuel, et ainsi mettre fin à toutes les formes d'oppression nationale dont la population kurde, en particulier, est victime.